

Questions orales

[Français]

LES INVESTISSEMENTS—ON DEMANDE POURQUOI LE GOUVERNEMENT NE RÉVÈLE PAS À LA POPULATION CE QU'IL EST PRÊT À CÉDER AUX AMÉRICAINS

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, hier, la ministre du Commerce extérieur a rencontré les ministres provinciaux du commerce qui lui ont recommandé de ne pas céder aux États-Unis en ce qui vise à obtenir plus de liberté et plus de latitude pour prendre les prises de contrôle d'industries canadiennes.

Donc, même les gouvernements provinciaux sont au courant des requêtes américaines à cet égard. Mais la ministre a dit hier que le Cabinet fédéral n'en a pas été informé.

Alors, pourquoi le gouvernement refuse-t-il de révéler à la Chambre et à la population canadienne ce qu'il est prêt à céder devant les Américains, quant aux investissements ici, au Canada?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, une autre fausseté du chef de l'Opposition officielle. Je comprends l'état de désespoir qui touche le parti libéral, mais j'espère qu'il sera possible pour le chef de l'Opposition officielle de parler dans l'avenir des faits et de ne pas utiliser des faussetés comme il est en train de le faire maintenant.

Comme le premier ministre l'a dit hier, le Président a parlé de l'intérêt des Américains dans la question des investissements. L'accusation par le chef de l'Opposition officielle était qu'une telle demande visait à un accès *unfettered* et à un accès *wide-open*. Comme le premier ministre l'a dit hier, les deux allégations du chef de l'Opposition officielle sont fausses.

[Traduction]

M. Turner (Vancouver Quadra): Monsieur le Président, que veut dire selon vous «dans le sens le plus large»? C'est ce qu'a dit M. Reisman et les mots que j'ai utilisés signifiant la même chose.

M. McDermid: C'est ridicule.

M. Turner (Vancouver Quadra): Certainement. Je peux vous fournir un enregistrement à l'appui de chaque déclaration que j'ai citée.

LA POSITION DU GOUVERNEMENT CANADIEN

Le très hon. John N. Turner (chef de l'opposition): Monsieur le Président, hier, la ministre s'est contredite. Elle a tout d'abord déclaré aux journalistes que la question n'avait pas été soulevée, quelques instants plus tard elle a dit que le gouvernement était ouvert à toute suggestion puis elle a ajouté que c'était aux Américains de soulever la question s'ils le désiraient et enfin, elle a déclaré qu'elle était contre. Je peux répéter toutes ces paroles au très honorable ministre. Ce ne sont pas du tout des faussetés. Elles ont été prononcées par sa collègue. Dans ces conditions, peut-on reprocher aux Canadiens de ne pas savoir à quoi s'en tenir puisque le gouvernement du Canada est lui-même indécis? Si le ministre est de bonne humeur ce matin, nous dira-t-il qui représente vraiment la position du gouvernement du Canada et quelle est cette dernière?

• (1125)

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le très honorable chef de l'opposition n'a pas besoin de me convaincre que les paroles de mes collègues ne sont pas des faussetés. Nous le savons tous. Nous savons également qu'elles sont cohérentes, et que les déclarations de la ministre du Commerce extérieur et des autres ministres se tiennent.

Les faussetés émanent du chef de l'opposition, du chef du Nouveau parti démocratique, du député d'Essex—Windsor et d'autres députés de la Chambre.

En réalité, les Américains souhaitent discuter des investissements. Nous sommes disposés à examiner leurs propositions précises en vue de discuter de cette question lorsque nous les aurons reçues sous leur forme définitive. Si ces propositions semblent acceptables au Canada, nous sommes disposés à négocier sur cette base. Au cas contraire, il n'en est pas question.

Nous comptons continuer à protéger les intérêts cruciaux des Canadiens, comme l'ont bien précisé ma collègue, la ministre du Commerce extérieur, ainsi que le premier ministre.

Je rappelle au très honorable chef de l'opposition que tous les pays, y compris les États-Unis, dressent d'importants obstacles à l'investissement. Par exemple, aux États-Unis, dans environ 22 États, des initiatives sont prises à l'échelle de l'État et pas simplement au niveau national, en vue de restreindre l'investissement étranger. Nous comptons le signaler aux États-Unis.

Les seuls à avoir parlé du droit absolu des Américains d'investir au Canada sont les libéraux et le Nouveau parti démocratique. C'est peut-être leur politique, mais ce n'est pas la nôtre.

LES PROPOS ATTRIBUÉS AU NÉGOCIATEUR CANADIEN

L'hon. Lloyd Axworthy (Winnipeg—Fort Garry): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures qui a dit que les Américains n'avaient pas encore abordé le sujet. D'après les journaux d'hier, M. Reisman, notre négociateur, a dit que les États-Unis tenaient beaucoup à parler de liberté totale d'investissement, et la question a été soulevée par le président lui-même, par le secrétaire d'État, M. Shultz, et par le secrétaire au Trésor, M. James Baker.

Autrement dit, M. Reisman, qui a excellente réputation, a dit que les Américains avaient déjà parlé de réclamer la possibilité d'investir plus librement au Canada. M. Reisman a-t-il raison et dans l'affirmative, le gouvernement a-t-il dit au président, à M. Shultz et à M. Baker que nous ne tenions pas à relâcher officiellement les règles en matière d'investissement dans le cadre d'une entente sur le libre-échange?

Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, le député de Winnipeg—Fort Garry essaie de nous faire oublier les accusations que lui et son chef ont faites. C'est au compte rendu. Le député de Winnipeg—Fort Garry n'arrivera pas à les faire oublier.